

L'« hyperprésidence » française du Conseil de l'UE laisse l'Europe sur sa faim

Analyse

Sur le plan législatif, c'est carton plein, ou presque, pour la présidence française du Conseil de l'Union européenne. Mais sur le terrain politique, beaucoup, à Bruxelles, trouvent à redire sur le déroulement de ces six mois.



Emmanuel Macron, le 19 janvier, au Parlement européen à Strasbourg. Bertrand Guay/AFP

Entre 95, 96 et 97 %. C'est, selon l'Élysée, la part des engagements de la [présidence française du Conseil de l'Union européenne](#) qui a été respectée, et ce malgré le déclenchement de la guerre en Ukraine. Ainsi, alors que ce jeudi 30 juin au soir, l'Hexagone rend son tablier et passe le flambeau à la République tchèque pour six mois, l'heure est au bilan d'une présidence française durant laquelle rien ne s'est passé comme prévu. Au point que, à Bruxelles, l'« hyperprésidence » tricolore laisse un goût amer.

« Travail gigantesque »

La France ne manquait pas d'ambitions. Dans le numérique, l'écologie, la défense et le travail notamment, elle avait en début d'année compilé une liste à la Prévert des priorités à faire avancer, et s'y est tenue. Les législations sur les services et les marchés numériques ont fait l'objet d'accords définitifs, le « *paquet climat* » a enregistré de véritables avancées, la directive

sur les salaires minimums a envoyé un signal fort en faveur d'une Europe plus « sociale ». Il n'y a guère que dans le domaine de la taxation des multinationales que Paris consent à évoquer un « échec » la faute à un veto hongrois qui apparaît encore insurmontable.

Le président du Conseil européen Charles Michel s'est empressé de saluer « le travail gigantesque » réalisé en termes législatifs et politiques par la présidence française. Si sur le plan du travail législatif, le tableau dépeint par l'ex-premier ministre belge semble globalement partagé par les États membres et des institutions européennes, le bilan politique est plus mitigé.

La France en plus grand

« Au début de la " PFUE, Emmanuel Macron a débarqué au Conseil en clamant que la France était de retour, qu'il fallait l'écouter car il allait expliquer ce qu'il fallait faire. Il est vite devenu un peu plus modeste, en se rendant bien compte que, en Europe, cela ne pouvait pas fonctionner de la sorte », relate l'eurodéputé belge Philippe Lamberts.

Puis la [guerre en Ukraine](#) a éclaté, fin février. « Emmanuel Macron a alors tenté de supplanter sa mission de représentation extérieure de l'UE, en faisant la navette entre Moscou et Paris pour tenter de désamorcer la crise. Depuis Bruxelles, on ne pouvait pas le lui reprocher du moins pas jusqu'à ce qu'il tienne des propos fâcheux qui ont confirmé sa russophilie », poursuit l'influent coprésident du groupe des Verts au Parlement européen.

Le choix des mots

Ces propos datent de juin, quand le président français, réélu pour cinq ans, a appelé à « ne pas humilier la Russie ». Sans surprise, sa déclaration a fait bondir les pays de l'Est européen. « Il faut être vigilant dans le choix des mots, mais dans tous les cas la priorité doit être de stopper la guerre, et sur ce front-là, la France, à la tête du Conseil de l'UE, aurait dû en faire plus », estime Zeljana Zovko, membre croate du groupe du Parti populaire européen.

Côté Élysée, on vante l'« efficacité » et la « célérité » de la présidence du Conseil de l'UE dans l'organisation de la réponse européenne à la guerre. Un conseiller va jusqu'à déclarer avoir « la profonde conviction que les Européens n'auraient pas été en capacité de réagir aussi vite si le président, depuis 2017, n'avait imprimé ce nouveau logiciel de la souveraineté européenne ».

Des idées pour plus tard

Mais ce nouveau logiciel, s'il existe, ne semble pas avoir dépassé sa « version bêta ». Une [note](#) de la [Fondation Robert-Schuman](#) rappelle ainsi que les Conseils européens de mars et de mai n'ont pas ouvert la voie à des « décisions fondamentales (...) sur une sortie du gaz russe ou un plan concret de renforcement de l'industrie de défense », malgré les appels du pied d' [Emmanuel Macron](#) dans ce sens.

En juin, au Conseil européen, c'est son projet de communauté politique européenne qui a été discuté par les Vingt-Sept, pour favoriser le dialogue entre l'UE et son voisinage. « L'histoire se répète, on multiplie les associations futiles comme du temps de Nicolas Sarkozy avec son Union pour la Méditerranée », soupire Zeljana Zovko. Philippe Lamberts ne voit pas non plus l'utilité de « créer un nouveau machin ». Eux plaident plutôt pour s'en tenir au processus d'élargissement classique existant.

Une présidence tchèque face à la guerre

La République tchèque prend le relais de la France à la présidence tournante du Conseil de l'UE, du 1er juillet au 31 décembre 2022, avant de céder la place à la Suède.

Prague a promis de mettre au centre de sa présidence l'aide à Kiev de la question des réfugiés à la reconstruction du pays en guerre, mais aussi la sécurité énergétique européenne en préparation de l'hiver et la reprise économique.

Le premier ministre de droite Petr Fiala ne sera pas toujours en bonne posture pour mener les débats. Son pays a certes accueilli près de 400 000 réfugiés ukrainiens depuis le début du conflit, mais il est aussi confronté à une forte inflation hors zone euro, demeure très dépendant du nucléaire et reste ambigu sur sa position à l'égard de Varsovie et de Budapest.